

Les grandes catégories de marchandises dans le capitalisme financier mondialisé

par Jean-Claude Delaunay, Professeur d'économie (Université de Marne la Vallée), Directeur de l'Atelier de Recherches Théoriques François Perroux, membre du secrétariat de rédaction de La Pensée.

Texte paru dans La Pensée, n° 347, septembre décembre 2006.

Au tout début du *Capital* (édition de Joseph Roy corrigée), Marx note que le capitalisme est « une immense accumulation de marchandises » [1]. Pour caractériser le capitalisme à un moment donné de son évolution, il paraît justifié de suivre cette indication et de répertorier les marchandises que l'on y trouve. Une société capitaliste dans laquelle les nouilles sont vendues au détail et sans emballage n'est pas la même que celle dans laquelle ce produit est distribué par de grandes surfaces commerciales. Telle est l'hypothèse située à l'origine du présent article. Avec l'intention de décrire et d'analyser les marchandises contemporaines dans une optique d'histoire comparée, on a pensé qu'il pouvait être scientifiquement productif de se placer au ras des formes élémentaires de la richesse échangée sur des marchés. L'intérêt de la démarche est, du moins l'espère-t-on, de donner aux catégories examinées leur poids économique véritable, et, peut-être, de faciliter la formulation de problèmes qu'une approche abstraite rendrait immédiatement moins perceptibles.

Comme l'ont montré les théoriciens de la macroéconomie (G. Ackley, par exemple, dans sa *Macroeconomic theory* de 1961), le capitalisme repose sur trois grandes catégories de marchés et de marchandises :

1. les biens et les services,
2. les actifs financiers,
3. les forces de travail.

La version contemporaine du capitalisme conserve cette structure mais en fait évoluer la composition et les rapports internes. Dans cet article, on présente les principales catégories de marchandises que l'on repère aujourd'hui, en centrant l'attention, pour des raisons de dimension de l'article, sur les marchés financiers.

Les marchandises ordinaires (le capital marchand réel)

Les marchandises réelles sont les marchandises les plus familières. La notion économique globale visant, dans un pays quelconque, à exprimer la valeur monétaire de toutes ces marchandises est celle de *produit intérieur brut* (PIB). Cette grandeur est *proche du travail* globalement effectué par les salariés, les artisans et assimilés d'un pays donné, ainsi que du temps qu'ils (elles) ont mis à le réaliser. Il renvoie à *du réel*, c'est-à-dire, d'une part, à des marchandises reliées, de façon visible, au travail et à l'équipement dépensés pendant l'intervalle, ainsi qu'à du revenu. C'est l'aspect *production et valeur* du PIB. Il renvoie d'autre part à des marchandises qui sont des résultats tangibles ou dont on perçoit immédiatement les effets. Le PIB est cette fois appréhendé sous son aspect *valeur d'usage et consommation*.

Plusieurs évolutions traversent aujourd'hui ce champ :

1. La structure du total économique des marchandises réelles contient, en valeur, *une proportion croissante de services et une proportion décroissante de biens*.
2. Pendant la période 1950-1980, de 10% à 20% des marchandises réelles ont été produits selon un statut public ou de type public. Cette part *est en recul* partout dans le monde [2].
3. On observe *la mondialisation des activités productives*.
4. Le régime de production et de vente des marchandises réelles tend à être, dans tous les domaines, celui d'une *hyper concurrence* déployée à l'échelle mondiale et réalisée entre géants de la production et des services.

Les marchandises financières (le capital fictif)

Les marchandises financières que l'on examine ici sont les formes marchandes du capital fictif. Elle sont matérialisées par *des titres de propriété* (monnaie, actions) sur la richesse économique et capitaliste existante, ou par *des titres de créances* (obligations, bons du Trésor) sur des agents économiques, en majorité des capitalistes et l'État. Ces titres peuvent être placés sur des marchés spéciaux après émission [3]. Leur valeur est étrangère au travail dépensé pour les produire, les commercialiser ou les conserver. À la différence des marchandises réelles, qui sont *des supports de la valeur économique*, les marchandises financières *sont* de la valeur, même s'il existe entre elles des différences dans leur capacité à représenter la valeur économique socialisée. En outre, leur valeur est soumise à de constants changements. Les détenteurs de ces symboles peuvent chercher à les vendre, pour en conserver la valeur ou leur rapporter plus. Mais cela peut aussi les conduire à perdre. Ces marchandises constituent ce que Marx appelait du *capital fictif*, qui, d'une part, est un double symbolique du capital réel et qui, d'autre part, fonctionnant comme capital, est mis en valeur mais sans passer par l'exploitation du travail vivant. Toutefois, l'une des grandes différences entre le capital fictif du capitalisme contemporain et celui de l'époque de Marx est que les titres le représentant sont aujourd'hui systématiquement et massivement vendus et achetés sur des marchés spéciaux. Ils sont considérés comme *de l'information* dont la valeur économique est déterminée selon le rapport de son offre et de sa demande.

Ce capital tend alors à devenir encore plus autonome du capital productif engagé. Mais il ne peut en être indépendant. Car si l'on retient l'hypothèse de Marx selon laquelle le travail vivant est, avec la nature et les connaissances accumulées, la source de toutes les richesses, il faut bien que du travail vivant ait été dépensé quelque part pour être ensuite approprié privativement sous forme valeur, surtout dans le domaine des marchandises financières, d'essence symbolique. De l'autonomie accrue et de la dépendance, il découle une forte instabilité du système dans son ensemble, pour l'instant non maîtrisée [4].

Le capitalisme contemporain nourrit de nouveaux métiers, dits de *l'ingénierie financière*. Ce système fonctionne sur la base d'instruments financiers anciens, mais il les renouvelle et impulse vigoureusement la production de nouveaux, qualifiés d'*innovations financières*. D'après John Finney, il en existait une centaine environ en 1992 [Henwood (1998), p.49 et sq.] [5]. Ces instruments alimentent des *marchés financiers* de plus en plus interdépendants, tendant, même s'il existe des freins à cette intégration, à fonctionner de manière hybride, mais aussi en continu dans le temps et dans l'espace, que ce soit par l'effet des législations de libéralisation des opérations, par l'effet de l'organisation (*clearings*) ou de la technologie informatique.

On examine ci-après, à très grands traits, trois catégories de marchandises financières : les changes, les actions et les obligations. On laisse de côté deux catégories de ces marchandises, présentant d'importantes particularités. Il s'agit tout d'abord des titres de créances publiques à court terme. Elles sont une forme de capital fictif, comme les obligations. Leur vie économique régulière est celle de marchandises, puisque leurs détenteurs sont en mesure de les écouler ou de s'en procurer sur des marchés spécialisés. Mais l'accès en est réservé à un très petit nombre d'agents économiques. Ces marchés sont fortement encadrés par la banque centrale, et sont le lieu de mise en place de la politique économique en matière monétaire. Il s'agit ensuite du marché des *produits dérivés*. Ces « produits » ont une existence dérivée de celles des instruments financiers que l'on se propose d'examiner et ont une existence limitée dans le temps. Ce sont, par exemple, entre deux agents économiques, des *contrats à terme*, visant, pour l'une des parties à se couvrir d'un risque éventuel pendant un intervalle donné de temps et pour l'autre partie à miser que ce risque ne se produira pas pendant cet intervalle. D'un côté, l'incertitude est levée, et cela coûte, de l'autre côté, il peut y avoir gain ou perte. De la même façon que Marx mettait en lumière l'existence de *faux frais de production*, on peut avancer que les « produits dérivés » sont des *faux frais de financement*, découlant de la complexité et de la fragilité de la finance contemporaine. Mais ce ne sont pas des modalités du capital

fictif prenant massivement la forme marchandise à l'instar des actions par exemple. La plus grande part des produits dérivés sont d'ailleurs des produits de gré à gré.

Les changes

On ne s'intéresse ici qu'aux *marchés des changes* et aux marchandises que l'on y trouve, c'est-à-dire surtout aux monnaies nationales, peu nombreuses, utilisées dans les opérations internationales. Le dollar US, dont la part tend à diminuer dans l'ensemble des transactions sur devises, est encore, et de loin, la devise la plus demandée. On peut même considérer que le dollar joue le rôle de *monnaie mondiale* alors que les autres devises sont des monnaies à usage international.

Disons quelques mots à propos du dollar. Le système bancaire américain est l'offreur principal de cette monnaie. Le dollar US, qui n'est plus rattaché à l'or depuis 1971, est *le pivot et l'étalon mobile* de toutes les autres monnaies. Il a, au plan mondial, tous les attributs ordinaires de la monnaie (unité de compte (facturation), moyen de règlement des échanges, réserve de valeur pour les investisseurs en actifs financiers, valeur de référence pour un certain nombre de monnaies nationales (*ancrage* sur le dollar)). Il est acheté par les banques centrales des autres pays [6]. Il contribue à la liquidité des systèmes bancaires et donc à l'émission de monnaie de crédit par les banques qui le détiennent. Son statut actuel de *monnaie mondiale* confère au système bancaire des États Unis et à l'économie américaine en général une grande liberté d'action, mais aussi une très grande responsabilité. Tant que le dollar est demandé dans le monde, il peut être émis sans trop de contraintes, *et il doit l'être* étant donné que n'existe pas de système bancaire mondial qui émettrait de la monnaie véritablement mondiale.

Cela dit, ce processus national d'émission de la monnaie mondiale est très contradictoire [Rapport de la BRI, 2005, p.83-99]. Actuellement, il revient toujours aux partenaires des États-Unis de régler les problèmes issus de l'émission américaine de dollars, sans que les États-Unis aient à prendre part à cette solution. Comme le disait un homme politique américain en s'adressant indirectement aux autres nations, *le dollar est notre monnaie, mais c'est votre problème* [7].

Chaque jour, ce sont de très grandes quantités de devises qui sont achetées/vendues. En avril 2004, par exemple, le total moyen journalier des transactions de changes a été de 1900 milliards de dollars [8]. Ce qui signifie qu'en une semaine environ, la somme de ces transactions a représenté le total du PIB américain annuel. Ce chiffre est une indication de l'écart existant entre la variable financière « devises » et la variable réelle « PIB ». C'est aussi une indication de l'ampleur du déséquilibre pouvant résulter de cet écart.

Cinq places financières réalisaient, en 2000, les 2/3 des transactions sur devises : Londres (31%), New York (16%), Tokyo (9%), Singapour (6%), Francfort (5%) [9]. On distingue classiquement deux catégories de marchés des devises : les marchés « spot » ou au comptant (la devise est achetée « tout de suite » à son taux de change courant) et les marchés à terme (la devise est achetée aujourd'hui pour être livrée, par exemple dans 3 mois ou dans 12).

Les entreprises cherchent ainsi à se couvrir des variations de change. Mais les investisseurs financiers interviennent également et de plus en plus sur le marché des changes. Voyons ce qui se passe. Théoriquement, en effet, le déficit commercial des États-Unis devrait entraîner une forte dépréciation de la monnaie de ce pays relativement aux autres monnaies. Or c'est le contraire qui se produit. Bien que surabondant, le dollar continue d'être très demandé. Pourquoi ? D'une part, l'économie américaine paraît toujours, aux yeux des capitalistes du monde entier, dotée de potentialités qui la leur rendent attrayante. D'autre part, les pays exportateurs vers les États-Unis souhaitent maintenir leur capacité d'exportation vers ce pays en évitant que le dollar se déprécie par rapport à leur monnaie (ou que leur monnaie se réévalue par rapport à lui). Il en résulte une demande de dollars qui, jointe aux autres, entraîne l'appréciation de cette monnaie au moment même où elle devrait se déprécier.

Le déficit commercial US est toutefois si important que cela accroît l'incertitude sur la valeur future de cette monnaie et donc la spéculation à son propos. La monnaie est une représentation socialisée de la richesse, susceptible d'être convertie en capital productif. Mais elle fonctionne également comme

capital fictif de valeur instable. Celle-ci, ayant perdu toute référence à une marchandise spéciale (à *une valeur particulière*), épouse entièrement les aléas économiques *de toutes les valeurs*. Si les prix augmentent, si les taux de change évoluent de manière jugée défavorable, la valeur de la monnaie diminue. Ses détenteurs cherchent donc à la protéger comme capital potentiel et ils spéculent à son propos. Il n'est alors pas étonnant que la BRI mentionne, sur les marchés des changes, « ...la présence accrue des investisseurs institutionnels, des spéculateurs et des trésoriers d'entreprises » [BRI 2005, p.83].

Les actions

Les actions sont des titres de propriété sur ce qu'on nomme *le capital social* d'une entreprise. Elles sont associées à *un droit de vote* sur les affaires de l'entreprise (une action, une voix). Elles ont une valeur marchande et peuvent être achetées et vendues sur des marchés secondaires, théoriquement pour toutes les sociétés par actions quoique dans des compartiments spécifiques. Aujourd'hui, le pouvoir actionnarial (des gros et très gros actionnaires) s'est étendu par rapport à ce qu'il était il y a trente ans.

Les actions sont une technique déjà ancienne de collecte de l'épargne et de financement des investissements réels et financiers des entreprises. Mais l'usage en a été considérablement amplifié. En 2001, en France, le patrimoine total des différents agents économiques en actions (et en titres d'OPCVM) était estimé à 4800 milliards d'€, soit 37% du total des actifs financiers dans ce pays [10]. Ce total est celui, pour la France, des actions des entreprises cotées et non cotées en bourse. Dans la réalité, toutes les entreprises par actions ne sont pas cotées, que ce soit sur les marchés officiels (les poids lourds) ou sur les marchés de second rang. En 2001, les deux principaux marchés boursiers américains, situés à New York, cotaient en tout 6400 entreprises. Ce nombre (variable d'année en année) était, en France et en Allemagne, respectivement de 1200 et de 1000. Au plan économique, le rôle contemporain des places boursières souligne que le système capitaliste est *une oligarchie* (le gouvernement du petit nombre) et *une ploutocratie* (le gouvernement des riches et des puissants).

Il existe une trentaine de places boursières dans le monde. Voici, pour 2004, en milliards de dollars, les estimations de la capitalisation boursière en actions sur quelques places financières : New York (NYSE et Nasdaq) (16236), Euronext [11] (2441), Londres (SE) (2265), Francfort (1195), Madrid (941) [12]. On se fait une idée de la croissance du volume de cette marchandise particulière que sont les actions et du capital fictif qu'elles matérialisent, en observant la progression de la valeur des titres détenus sur les places boursières d'un pays (capitalisation nationale), rapporté au PIB de ce pays. Ce ratio a fortement augmenté. Il était de 50% aux États-Unis en 1980. Il y est passé à 152% en 2001. Pour la France, les évaluations correspondantes sont respectivement de 8% et 103% [13].

Cette croissance ne résulte pas, cependant, de l'augmentation du besoin de financement des entreprises les plus importantes pour leurs investissements réels nouveaux. Les bourses ont peu servi aux grandes entreprises, ces dernières années, à collecter de l'épargne pour investir en capital productif, même si leur rôle dans le financement des investissements de la « nouvelle économie » ainsi que des technologies de l'information et de la communication a été plus grand que pour la « vieille économie » (Aglietta et Rébérioux, *ibid.*, p.36). On peut estimer qu'aujourd'hui, les grandes entreprises tendent à autofinancer très largement leurs investissements réels, au moins au plan national. Ce qui est cohérent avec le repartage de la valeur ajoutée tel qu'on l'a observé, par exemple en France, à partir des années 1983-1988. Leurs autres besoins de financement sont surtout couverts par des obligations.

Plutôt que leur rôle dans le financement des investissements réels, 4 traits majeurs permettent de cerner l'usage actuel des places boursières et de la marchandise « actions » pour les entreprises motrices du système capitaliste.

1. Ces places sont d'abord *un moyen de dégageant* et de *flexibilité du capital fictif engagé*.
 2. Elles sont ensuite le lieu de *la privatisation des entreprises publiques* dans tous les pays.
 3. Elles sont un moyen de *concentration et d'interpénétration à l'échelle mondiale, du capital de toutes origines nationales, par voie de croissance externe* (OPA).
 4. Elles permettent d'*acheter des forces de travail* de haut niveau managérial.
- Pour conclure à propos de ces « marchandises », voici 5 remarques.

1. De même que les variations et transactions de changes sont de moins en moins liées aux évolutions que l'on attendrait par suite des déséquilibres réels, de même le développement du marché des actions a été peu associé à l'investissement réel. En outre, comme le note Jean-Luc Gréau, le fonctionnement de l'entreprise « réelle » peut donner lieu à *une démarche collective* de collaboration entre capital et travail. En revanche, les achats et les ventes d'actions sont des opérations *individuelles* et d'une certaine manière *antagonistes* (l'un gagne ce que l'autre perd) [Gréau (1998), p.172]. Dans le cadre des rapports capitalistes mondialisés, l'actionnariat suppose l'existence de nouvelles relations entre actionnaires, entre actionnaires et managers, entre actionnaires, managers et salariés.
2. L'ampleur prise par la capitalisation boursière est significative de la transformation du capitalisme depuis un siècle. Celui que décrivait Lénine en 1916 était un capitalisme de type allemand (ou rhénan, pour reprendre la typologie de Michel Albert), le capital financier de l'époque correspondant à la liaison intime entre capital bancaire et industriel [14]. Le capitalisme contemporain est de type américain. Il repose sur la liaison entre
 - a) banques et investisseurs institutionnels,
 - b) industries et services,
 - c) marchés financiers,
 - d) une forte idéologie de capitalisme populaire. Le capitalisme financier de la fin du XX^e siècle n'est donc pas une nouveauté. Mais il diffère de celui des années 1900, en raison de la mondialisation des activités productives qui le caractérise et de la marchandisation accrue et étendue du capital fictif que l'on y observe.
3. Comme l'indiquent les données sur les capitalisations en actions, il existe des différences très grandes entre les marchés boursiers américains et européens. Le plus gros des marchés européens (Euronext) représente 15% environ des marchés de New York. D'où la pression insistante à ce jour de la classe capitaliste européenne et de la bureaucratie institutionnelle de l'Europe pour unifier et standardiser le marché financier européen, en lui conférant une homogénéité et une « profondeur » qui soient favorables à la mobilité du capital fictif [15].
4. Le système actionnarial mondialisé apparaît comme un moyen d'expansion sociologique du capitalisme, et de construction, pour lui, d'une nouvelle base sociale. Les classes dirigeantes de ce système s'efforcent, partout où elles le peuvent, de mettre en place des procédures de *redistribution actionnariale du revenu* (via les régimes de sécurité sociale et de retraite, ainsi que les pratiques dites de la « valeur actionnariale »), venant en remplacement du processus de *redistribution étatique du revenu*.
5. Le développement de ces marchandises financières a été corrélatif de la marchandisation accrue des entreprises elles-mêmes. Ce qui a d'évidentes conséquences sur le fonctionnement du marché du travail et la tendance à sa mondialisation. La force de travail est aujourd'hui *marchandise à un double titre*. D'abord directement, et de façon « normale » si l'on peut dire, dans le cadre du système capitaliste. Ensuite de manière indirecte, dans la mesure où les entreprises (où la force de travail est employée) deviennent elles aussi des marchandises courantes.

Les obligations

Dans la présente section, nous avons rassemblé des marchandises financières ayant pour caractéristique commune d'être des titres de créance et non des titres de propriété. Après avoir été émis sur le marché primaire, ces titres d'endettement à moyen et long terme sont négociables sur des marchés secondaires, dont les places boursières assurent la gestion. Voici deux remarques à propos des obligations.

La première, que faisait déjà Marx, tient à ce que ces titres rapportent des intérêts dès leur émission. A la différence des actions, qui, en théorie du moins, participent au capital en tant que *fonds propres*, avec et aux côtés de l'emprunteur, ce sont des marchandises participant au financement de l'emprunteur en tant qu'*endettement*. Elles rapportent un gain, défini à l'avance, indépendamment de la capacité de celui (de celle) qui s'endette à réaliser un profit d'entreprise. Elles sont, si l'on peut dire, *du vrai capital fictif*, puisqu'avec elles, l'origine du profit disparaît totalement. C'est pourquoi les obligations sont émises aussi bien par les entreprises que par les administrations. Quand l'État émet des obligations, il s'engage à en rembourser le principal et à en payer les intérêts sur la base des impôts prélevés, ou d'une création monétaire, et non d'un quelconque profit. La deuxième remarque, de portée contemporaine, est que la différence entre endettement et fonds propres semble parfois difficile à cerner, et s'estompe en raison des transformations possibles de chaque catégorie de titres en l'autre catégorie.

On est conduit, dans ces paragraphes, encore une fois pour des raisons de dimension, à faire l'impasse d'explications concernant les obligations privées, ce que l'on peut justifier en disant que dans le domaine de l'endettement à moyen et long terme, l'endettement public oriente l'ensemble. Ce qui le caractérise, aux yeux des prêteurs, est la quasi-certitude de son remboursement lorsqu'il s'agit d'États de pays développés. Les États (ou les organismes de type public) sont alors considérés comme des débiteurs sans risque. Il vaut mieux gagner ce que rapporte la dette publique que de gagner plus, mais avec de plus gros risques, surtout en période de suraccumulation durable de capital, comme c'est sans doute le cas aujourd'hui. La dette des États engendrerait donc de « bonnes » marchandises. De plus, l'ampleur de « la dette souveraine » (brute) est telle que cette production spéciale n'est pas prête de s'arrêter. Les besoins de financement de l'État fédéral américain (non compris ceux des États fédérés) sont évalués à 8200 milliards de dollars en 2005

(65% du PIB). Ils avaient atteint 33% du PIB sous la présidence de Jimmy Carter. La projection en 2070 de la tendance actuelle de leur évolution aboutit, toutes choses égales par ailleurs, à un montant de dette fédérale qui représenterait alors 2,5 fois le PIB [16](250%). Cette croissance et ces niveaux d'endettement des États développés sont généraux. En 2002, le taux moyen d'endettement des 15 membres de l'Europe était de 63% [17]. L'une des composantes évidentes de la crise actuelle du système capitaliste est la crise de l'État, l'incapacité de la fiscalité à en couvrir les dépenses.

Il est clair que derrière toute crise durable des finances publiques se tient, à peine caché, un épisode de la lutte des classes. L'histoire en a donné de nombreux exemples. Celles et ceux qui possèdent la richesse refusent de payer non seulement des salaires, comme le notait Keynes en 1936, *mais l'impôt*. Ce comportement, expliqué par la crise au plan de l'entreprise, a d'évidentes conséquences critiques au plan global, celle, en premier lieu de tendre à comprimer la demande globale. Mais les grandes entreprises n'en ont cure puisque la mondialisation leur permet de prospecter d'autres marchés et segments de marchés. Cela dit, le but du présent article n'est pas d'analyser cette crise, dont l'acuité réelle est d'ailleurs discutée (*cf.* La Lettre de l'OFCE, n°, *op. cit.*), mais de cerner quelques traits de ces marchandises financières avec lesquelles les gouvernants y font face. Lorsque les budgets étaient équilibrés, les principaux besoins de financement de la dette, en période régulière, étaient des besoins à court terme (en France des *bons du Trésor*, aux États-Unis, des *bills*, ou billets). Il s'agissait d'assurer la trésorerie entre les moments de la dépense et de la recette, en général décalés, les besoins financiers exceptionnels étant couverts par l'emprunt ou par l'inflation. Désormais, la dette étant devenue permanente, importante et croissante, et l'inflation étant exclue pour cause de mondialisation de la production et de financiarisation du capital, d'autres instruments financiers sont mis en œuvre en complément des crédits à court terme, à savoir des titres d'endettement à moyen et à long terme autres que des emprunts exceptionnels. Aux États-Unis, par exemple, les *notes* sont des titres de maturité égale ou inférieure à 10 ans, celle des *bonds* pouvant aller jusqu'à 30 ou 40 ans. En France, il s'agit d'*obligations*.

Les marchés obligataires ne seraient pas aussi développés qu'ils le sont aujourd'hui si les États avaient été absents de leur lancement, soutenu par eux avec d'autant plus de vigueur qu'ils n'auraient pu, sans cela, financer leur dette, et dont ils continuent d'être les principaux acteurs, avec les compagnies d'assurance, les fonds mutuels et les banques. En France, par exemple, l'encours total (public et privé) des obligations au 31/12/04 était de 1260 milliards €, celui des obligations publiques atteignant 600 milliards € (48%), le reste étant réparti entre les entreprises (260) et les organismes financiers (400).

La marchandisation massive et étendue des titres de dette, visant en théorie, à faciliter la collecte par les États des fonds dont ils ont besoin entraîne au moins 5 conséquences.

1. Les marchés financiers étant mondialisés, les dépenses des États tendent à être placées sous la dépendance des opérateurs du monde entier. En France, 53% de la dette publique seraient détenus par des opérateurs étrangers (fonds de pension : 8%, autres institutionnels : 45%). Le fait que des opérateurs français détiennent à leur tour une partie de la dette d'autres États ne paraît pas une compensation valable. On note, en revanche, que le renouvellement contemporain des traits de l'impérialisme résulte non seulement de l'interpénétration des capitaux privés de toutes nationalités à l'échelle mondiale, mais de l'interpénétration du financement des dettes publiques, à commencer par celles des États les plus puissants.
2. En raison de l'ampleur de l'endettement public, les taux d'intérêt réels pratiqués pour le financer sont non seulement des taux de référence mais ont été élevés au cours des années 1980 et 1990. Or les taux publics sont des taux directs. Ils s'imposent aux entreprises du secteur privé et contribuent, s'ils sont élevés, à déprimer l'investissement en capital fixe.
3. À un moment donné, la dette publique devient, aux mains des représentants politiques de la classe capitaliste, une arme idéologique dirigée contre les classes populaires, pour les contraindre à accepter le démantèlement de l'État social et des besoins financiers de la nation en tant que collectivité.
4. Enfin, sous un angle technique, la marchandisation des titres de dette éloigne encore plus les créanciers du fonctionnement réel de l'économie. À l'origine des déséquilibres économiques globaux contemporains, Keynes notait, pendant les années 1930, la disjonction existant entre les motivations et décisions des agents à besoins de financement et à capacité de financement. Aujourd'hui, se produirait une cause supplémentaire de déséquilibre entre l'offre et la demande de financement à long terme, découlant de ce que les acteurs du marché obligataire achèteraient et vendraient leurs titres en fonction d'anticipations autres que celles concernant la rentabilité physique du capital productif [Gréau (1998), *op.cit.*, p.259 et sq.].

Les marchandises humaines (le capital humain)

Dans la société capitaliste développée, les marchandises « forces de travail salariées » (au quasi-salariat des « entrepreneurs individuels » près) sont l'autre face des marchandises « biens et services ». Ces aspects de la théorie ont déjà fait l'objet d'une large réflexion depuis Marx. Au cours

des dernières décennies, les caractéristiques économiques de la marchandise « force de travail » ont été profondément modifiées. Mais puisqu'elles nourrissent l'actualité, ces modifications ne sont indiquées ici que de manière cursive [18].

1. Dans les pays développés, le *prix de vente courant* (directe et indirect) de la force de travail aux entreprises a été orienté à la baisse.
2. Les *conditions d'utilisation* de la force de travail ont eu tendance, elles aussi, à évoluer de manière plutôt défavorable aux salariés.
3. Pour ce qui concerne la marchandise « force de travail », la *tendance* à la mondialisation du marché du travail semble l'un des traits marquants de la période. Ce point est l'objet de débats théoriques et certains auteurs défendent l'idée selon laquelle il n'existerait pas de marché mondial de la main-d'œuvre [Le Duigou (2005), *op.cit.*, p.222]. Mais si la main-d'œuvre est peu mobile (aux mouvements près de celle provenant des pays pauvres), les marchés nationaux du travail tendent à être *indirectement mondialisés*, sous l'effet de la mobilité du capital et de la concurrence en résultant entre États et territoires. Les analyses de Paul Krugman datant du début des années 1990, selon lesquelles *la mondialisation ne serait pas coupable*, semblent aujourd'hui dépassées. Pour le capital, la mondialisation serait *active* (et de déploiement mondial), alors que pour le travail, elle serait *passive* (et de *déploiement national ou régional*).
4. Le développement du capital fictif relativement au capital productif décrit dans la sous-partie précédente, nourrit un ensemble de processus appelés « financiarisation de l'économie ». Or ces processus agissent sur la marchandise force de travail. Pour donner un contenu peut-être plus précis à cette notion et à son incidence sur la marchandise force de travail, on dégage les trois aspects suivants :
 - a) *Un effet de distance géographique*. La financiarisation exprime que les directions de groupes, de plus en plus éloignées des unités qui les composent, adoptent à l'égard de la main-d'œuvre locale, un comportement plus résolument et froidement capitaliste que dans le cas d'une gestion paternaliste [19].
 - b) *Un effet de distance productive*. Dans le cours de la mondialisation, les groupes adoptent une stratégie de centrage sur « le cœur de métier ». Les productions n'appartenant pas à ce cœur sont vendues ou sous-traitées. La main-d'œuvre concernée subit les aléas de cette stratégie.
 - c) *Un effet de domination accrue du capital fictif sur le capital productif*. Les actionnaires gestionnaires du capital productif distribuent de coquets dividendes à l'ensemble des actionnaires, d'abord pour en bénéficier mais aussi pour se protéger autant que possible des autres entreprises. Dans le cadre des *stratégies globales* faisant suite aux *stratégies multidomestiques*, seule compte désormais la rentabilité à l'état pur, indépendamment de ses caractéristiques productives, géographiques et humaines. A l'*hyperconcurrence* supportée par les entreprises (et par certaines plus que d'autres) correspond l'*hyper exploitation* subie par les salariés.
5. La restructuration des composantes, en valeur d'usage et en valeur, *de la force de travail*, paraît être le dernier point remarquable des changements affectant aujourd'hui cette marchandise. En effet, la valeur de la force de travail est un concept n'ayant de sens que si l'on considère le travailleur *dans un cycle de vie*. Or par suite des luttes séculaires qu'ils (elles) ont menées contre le capital et, plus récemment, de leur participation au combat pour défendre la démocratie, les travailleurs, les travailleuses, ont amélioré la configuration de leur cycle de vie. Ils (elles) ont notamment réussi à imposer que leur santé et celle de la population en général soit mieux protégée, que leur retraite soit couverte de manière à peu près décente, que la charge et l'éducation de leurs enfants, de même que certaines dépenses de logement, soient aidées par la collectivité, que le chômage donne lieu à une protection effective, autre que charitable, organisée au plan de la société, que leurs droits politiques et syndicaux soient reconnus, sans corporatisme professionnel ou ethnique. Comme on l'a souvent dit, la configuration en valeur d'usage de ce stock de compétences, de savoir faire, de qualifications que représente la force de travail, fut améliorée pour les travailleurs après 1945 et portée jusqu'à un certain niveau de bien-être. Cette évolution a été réalisée de manière économe, dans la mesure où une partie des composantes utiles de la force de travail fut produite en dehors des exigences du profit capitaliste.

La mise en regard, sur un marché du travail indirectement mondialisé, de forces de travail relevant de sociétés diversement développées, aboutit, dans le cadre d'un rapport de forces défavorable aux salariés, à la *redéfinition restrictive* des dépenses jugées nécessaires à la production et à la reproduction de leur force de travail, comme à leurs dépenses de bien-être. Les moyens jugés les plus efficaces par les dirigeants d'entreprises et par le personnel politique de la classe capitaliste pour aboutir à cette définition réduite, sont, d'une part, les contraintes imposées à l'évolution salariale et d'autre part la diminution de sa partie socialisée (gratuite ou marchande mais non capitaliste).

Éléments de conclusion

Voici les 5 points que l'on retient en conclusion du présent article.

1. Les marchés et les marchandises se différencient principalement, d'une époque à l'autre, par *leur degré de complexité*. Selon nous, la complexité des marchandises échangées dans le capitalisme mondialisé contemporain tient surtout à deux caractéristiques.
 - a) Ces marchandises concernent non seulement *les flux* (qui relèvent de l'immédiat) mais *les stocks* (les entreprises, le volume du capital fictif), plongés par l'échange dans une temporalité étendue (le présent et le futur).
 - b) Les flux et les stocks ainsi marchandisés le sont à l'échelle mondiale.
2. Le capitalisme mondialisé, en raison de son périmètre d'action et de la temporalité dans laquelle il évolue, a besoin de produire et d'utiliser un grand nombre d'informations, pour que ses agents, décentralisés, puissent agir et décider. Or la façon

la plus conforme à son concept est, pour ce système, *de produire et de consommer l'information qui lui est nécessaire sous la forme de marchandises*. L'information est alors évaluée sur des marchés spécialisés. Cette évaluation, dont les fondements sont privés, est supposée fournir aux agents économiques les critères de décision les plus efficaces qui soient. On peut déjà juger concrètement aujourd'hui de l'efficacité et de la rationalité de cette forme de gestion des rapports économiques.

3. Ces distinctions éclairent peut-être le contenu et le fonctionnement de la valeur économique dans la société actuelle. Elle serait constituée de deux montants. a) La valeur « réelle » ou flux relié au travail mesuré dans le présent comme valeur des biens et des services. b) La valeur financière, ou valeur duale du capital fixe réel. L'exploitation du travail vivant (production du flux de valeur dans le présent) s'exercerait par l'intermédiaire du stock de capital fictif dont la valeur (et donc la mise en valeur) s'évaluerait dans un horizon lointain, incertain, et de ce fait volatile et risqué pour les capitalistes. Il en résulterait *un premier effet* de surexploitation des travailleurs. Mais on repérerait *un deuxième effet* de ce genre. Car les conséquences macroéconomiques de ce mécanisme initial (et toutes les relations associées) seraient momentanément compensées par le surendettement des agents (État et ménages). La surexploitation proviendrait alors non pas seulement du capital fictif de production mais du capital de financement de la consommation finale, privée et publique, ce capital devant lui aussi à être rémunéré.
4. Sur la base de ce qui précède, on est en mesure d'expliquer la coexistence dans les idées de deux conceptions contraires relatives à l'État.
 - a) *L'État joue un rôle actif*. Nous en avons donné plusieurs illustrations dans ce papier, et la liste n'est pas close.
 - b) *L'État est passif, affaibli*. En effet, lorsque le capital fixe réel fonctionne sans son double (le capital fictif marchandisé), il n'a pas d'existence macroéconomique propre. Le Capital, avec un grand C, est un concept théorique et non un concept pratique. Seule existe alors la figure de l'État, avec un grand C. En revanche, lorsque le capital fixe réel total fonctionne par l'intermédiaire de son image, le capital fictif, il acquiert une existence macroéconomique visible. Les marchés financiers deviennent les représentants concrets, pratiques, globaux, du capital fixe réel. Ils apparaissent comme les substituts de l'État qui, jusqu'alors, servait de figure macroéconomique du capital.
5. Cette analyse des marchandises dans le système mondialisé contemporain nous conduit à la représentation suivante des marchés et relations entre marchés auxquelles elles correspondent (C = Changes, A = Actions, O = Obligations) :

Commentaires :

1. Le marché du travail serait triplement contraint (par le capital réel, par le capital fictif marchandisé et par l'État).
2. Il n'existerait pas de conflit majeur entre les hauts managers et les financiers [double flèche]. En revanche, la mondialisation-globalisation des entreprises accroîtrait la distance entre les cadres, fussent-ils de haut niveau, et le groupe des managers-actionnaires. Ce qui, incidemment, réfuterait la thèse théorique du capito-cadrisme (Dumesnil et Lévy).
3. Bien que le personnel politique de la classe capitaliste ne soit pas simplement « aux ordres », nous avons retenu, s'adressant à l'agent État, des relations à sens unique issues du capital réel et fictif.
4. Nous distinguons deux parties dans ce schéma. La partie 1 (gauche) serait celle de la mondialisation active. La partie 2 (droite) serait celle de la mondialisation passive. L'État serait à la fois actif et passif. Les marchés du travail seraient entièrement passifs.
5. Nous avons placé l'État et les marchés financiers sur le même plan pour exprimer la promotion macroéconomique du capital réalisée par ces marchés, en rivalité fonctionnelle avec l'État.

[1] Marx K. [1959], *Le Capital, critique de l'économie politique*, Éditions sociales, Paris (Livre 1, tome 1, chapitre 1, p.52) (première édition française, 1875).

[2] L'emploi public salarié équivalait à 10.5% de l'emploi en 1985, en France. Il n'en représenterait plus que 5.0% en 2003 (cf. Plane et Péléraux, « Le tissu productif français », in OFCE [2005], *L'économie française 2006*, La Découverte, Paris, p.64-65).

[3] Les crédits ordinaires ne sont pas évoqués dans ce papier. En règle générale (on fait abstraction ici de ce qu'on nomme *la titrisation*), le crédit que l'on reçoit d'une banque pour acheter une voiture, par exemple, n'est pas ensuite revendu sur un marché particulier et ne se retrouve pas aux mains d'autres créanciers que la banque. Sur le crédit contemporain, cf. l'ouvrage de Denis Durand [2005], *Un autre crédit est possible*, Le Temps des cerises, Paris.

[4] Pour citer des auteurs (non marxistes) inquiets de ces évolutions, cf Jean-Luc Gréau [1998], *Le Capitalisme malade de sa finance, Des années d'expansion aux années de stagnation*, ou, plus récemment, le petit livre de Patrick Artus et Marie-Paule Virard [2005], *Le capitalisme est en train de s'autodétruire*, La Découverte, Paris.

[5] Cf. Henwood (Doug) [1998], *Wall Street, How it works and for whom*, Verso, London and New York (chapter 1). Cet ouvrage a été écrit par un marxiste américain au fait des pratiques financières et soucieux d'en rendre compte théoriquement.

[6] Ce sont les achats effectués par les banques centrales (et pas seulement par celle de la Chine) qui, à ce jour, ont limité les variations du taux de change du dollar. Il est évident que les États interviennent massivement aujourd'hui pour servir les intérêts du grand capital et du système capitaliste global.

[7] Il existe, selon nous, des raisons très fortes de douter que ce déséquilibre puisse durer. Avec cette orientation critique, cf. l'argumentation reprise par Michel Aglietta dans « L'hégémonie du dollar peut-elle être contestée ? », in CEPII [2005], *L'économie mondiale 2006*, La Découverte, Paris, p.56-68. Mais la littérature (pour et contre) est abondante.

[8] BRI 2005, 75ème rapport annuel, chapitre 5. Le rapport annuel de la Banque des Règlements Internationaux est **disponible en français**.

[9] Laurent Carroué [2002], *Géographie de la mondialisation*, A. Colin, Paris.

[10] INSEE [2003], *L'économie française (édition 2003-2004)*, Librairie Générale Française, Paris, p.256-257.

[11] Euronext est la réunion (septembre 2000) des bourses d'Amsterdam, Bruxelles et Paris.

[12] Fédération Internationale des Bourses de Valeurs, rapport annuel 2004.

[13] Michel Aglietta et Antoine Rébérioux [2004], *Dérives du capitalisme financier*, Albin Michel, Paris, p.16.

[14] Lénine V. [1960], *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, Essai de vulgarisation*, Œuvres, Tome 22, p.201-327, Éditions en langues étrangères, Moscou, (première édition, 1916).

[15] Cf. dossier présenté par Philippe Herzog et Bernard Marx, *La Lettre de Confrontations Europe*, n°71, juillet-septembre 2005, p.16-32 (**disponible en téléchargement**).

[16] cf Wikipedia, « **Economy of the United States** ».

[17] INSEE [2003], *L'économie française, édition 2003-2004*, LGF, Paris, p.237. Une excellente et brève analyse descriptive et théorique de ces problèmes pour la France dans

[18] Cf. Nasser Mansouri-Guilani [2004], *La mondialisation à l'usage des citoyens*, Éditions de l'Atelier, Paris ; *Rapport de la CGT sur la situation économique et sociale 2004-2005* [2005] ; Jean-Christophe Le Duigou [2005], *Demain le changement, Manifeste pour un nouveau syndicalisme*, Armand Colin, Paris.

[19] Antérieurement, ces pratiques nourrissaient l'idée d'une communauté de production et de vie au sein de l'entreprise. La marchandisation accélérée de toutes les entreprises fait que cette idéologie n'est désormais plus tenable. La conscience de la masse des salariés est directement confrontée au système capitaliste en son entier, à l'échelle mondiale, et pas seulement au patronat local. Le champ de la bataille sociale, syndicale, politique, s'agrandit et change de nature. D'où, selon notre hypothèse, une partie des difficultés observables de la lutte politique et syndicale du moment. La mondialisation du capital produit dans les consciences l'éclatement des points de vue et des ripostes. Mais, selon une expérience séculaire et toujours actuelle, les points de vue éclatés doivent être unifiés ou coordonnés au plan politique, en liaison avec un mouvement de va et vient suivi entre l'action et la théorie.